

Bleu, blanc, merde...

Lors des discussions de la loi sur la sécurité intérieure chère à Nicolas Sarkozy, le parti socialiste, emmené par Jean Le Garrec, a proposé, avec le soutien de leurs camarades du parti communiste, un amendement punissant de 7500 euros et de 6 mois de prison tout outrage au drapeau tricolore et à l'hymne national(iste). Amendement voté à l'unanimité et sans débat !

Alors sachez, Messieurs, Dames, que lorsque vous chanterez "La Marseillaise", chant nationaliste et guerrier faisant l'apologie de la guerre, du droit du sang et repris par Thiers et ses versaillais pour réprimer dans un bain de sang les insurgés de la Commune de Paris, tout en saluant le drapeau français, vous saluerez le bleu de saint Martin, le blanc royal inspiré de la chemise de la sainte Vierge et le rouge de l'oriflamme de saint Denis.
Vive la république laïque...

Alors, non content d'avoir pris une claque au dernière présidentielle, nos socialo-communistes en rajoutent une couche afin de ne pas laisser le terrain du nationalisme à la droite... On croit rêver.

Peut-être serait-il bon de rapeller que ce désir faisait partie des propositions du FN et du MNR, et que ce n'est pas en appliquant leurs idées qu'on les combat. Cet amendement n'est pas un vaccin contre le nationalisme. Bien au contraire, il l'entretient.

Alors, Messieurs, Dames, la prochaine fois ne venez pas pleurez si le borgne ou un semblable à lui se retrouve Président.

Grâce au dynamisme de Sarkozy et à la passivité complice des partis de l'ex-majorité (PS, PC, Verts) la loi la plus répressive, la plus anti-pauvre depuis le régime de Vichy, la loi dite de la "sécurité intérieure" (LSI) entre en vigueur. D'après la propagande gouvernementale, elle vise à assurer la tranquillité des plus démunis face à la délinquance. Sa démagogie a bien marché. La majorité de la population a avalé, pour le moment, la pilule de Sarkozy : rentrez chez vous braves gens, dans vos tours et quartiers, et surtout ne bougez pas, laissez nous nous occuper de tous ceux qui traînent dehors.

L'insécurité : un cache misère !

En réalité ce gouvernement veut cacher l'insécurité sociale : le chômage et la précarité, en gonflant la bulle "sécuritaire". Mais justement, les bulles ne montent pas au ciel, un moment elles éclatent, ce qui risque d'arriver très bientôt. Vagues de licenciements, fermetures d'usines, attaque des retraites, l'insécurité sociale fauche des centaines de milliers de familles. Le nomade qui campe dans un champ, le squatter qui occupe un logement vide, le jeune qui discute dans un hall d'immeuble... sont qualifiés par le pouvoir comme des ennemis de la tranquillité du citoyen honnête. Avec les occupants d'usines, les victimes des "plans sociaux", ils vont se retrouver, ensembles, face à la même police et à la même justice, ils seront les victimes des mêmes lois "sécuritaires" pondues par la gauche (LSQ) et par la droite (LSI).

Selon le grand mensonge des gouvernements, de gauche comme de droite le problème n° 1 en France serait l'insécurité. Mais regardons d'un peu plus près les chiffres de l'insécurité.

D'où viennent ces chiffres ?

Soit de la police, soit des "experts" de la sécurité. Ces soi-disants experts autoproclamés de la sécurité sont en fait pour la plupart des marchands de sécurité, privés ou publics, qui après l'expertise, vont vendre leur service pour régler ces "problèmes". Plus ils

Shootés au LSQ



Effets secondaires indésirables :

- troubles de la mémoire
- déformation du champ visuel
- altération des facultés rationnelles
- délires paranoïaques
- accès de fureur et incontinence répressive

La LSQ peut entraîner la mort !

diagnostiqueront une délinquance en hausse et des problèmes de sécurité, plus ils gagneront de l'argent... Ces "experts" ne sont donc pas objectifs vis-à-vis de l'insécurité, puisque c'est leur gagne-pain. De plus ils ont souvent des affinités politiques ou idéologiques très marquées. Pour ne citer que le plus célèbre : Alain Bauer, chef du Grand Orient de France, ancien responsable de l'UNEF-ID et de la MNEF, a vu les affaires de son entreprise, AB Associates, s'envoler (plusieurs millions de francs de chiffres d'affaires annuels pour un seul salarié !) avec l'arrivée de la gauche au pouvoir et la mise en place de contrats locaux de sécurité (CLS), dont il fut le grand gagnant.

C'était mieux avant...

La police et la gendarmerie ont constaté 4 113 882 crimes et délits en 2002. Chiffre qui varie entre 3,5 et 4 millions lors des dix dernières années, contre 687 766 en 1960. Il y aurait donc une multiplication par 6 des crimes et délits en quarante ans ! Ces chiffres, utilisés sans précautions, permettent aux conservateurs et réactionnaires de tous poils, ressortant la rengaine bien connue du "c'était mieux avant", de consolider leur pouvoir et leur domination. Or les incivilités (insultes, tags, etc.), dont on ne cesse de nous rabattre les oreilles, n'ont

rien de commun avec les violences que pouvaient commettre, en leurs temps, les blousons noirs, dans les années soixantes, les apaches du début du siècle, voire les bandits de grands chemins d'antan !

Les premières précautions à prendre, lorsque l'on manipule de tels chiffres, seraient tout d'abord de rappeler que la population, ainsi que les biens, ont également augmenté (par exemple la population est passée de 45 à 61 millions durant la même période). Il ne faudrait pas raisonner en chiffres bruts mais en taux. De plus, les moyens et les effectifs des forces de l'ordre n'ont cessé d'augmenter. En effet, il faut savoir que ces chiffres sont avant tout représentatif des priorités, de l'activité et des moyens des forces de l'ordre ainsi que des plaintes des victimes. Il est donc normal que la police ayant plus de personnel, tant pour recevoir les plaintes que pour être sur le terrain, constatent d'années en années plus de crimes et délits. N'oublions pas non plus que ces chiffres permettent de justifier leur existence...



Quelques chiffres

- 60% de ces crimes et délits sont des vols, dont 95% sans violence. Cette catégorie est en diminution, sur les 20 dernières années.
- Les homicides et tentatives d'homicides restent très faibles, environ 2600 en 2002 soit un taux de 1 pour 25 000 personnes ! Sur 25 ans, on constate une stagnation.
- Les coups, blessures et agressions représentent près de 7% de l'ensemble de la délinquance. Mais la moitié des agressions ne sont que verbales, un quart sans conséquences physiques, et seule une agression sur vingt nécessite un examen médical. Les gens portent en fait plainte pour des faits beaucoup moins graves qu'avant.
- Les violences familiales, les harcèlements, les agressions sexuelles et les viols représentent 2% du chiffre total. Ils sont en hausse constante depuis plusieurs années. Mais attention, cela ne signifie pas qu'il y a plus de viols et violences familiales, mais que les victimes sont de mieux en mieux accompagnées, les féministes y ont joué un rôle important, et osent désormais sortir du silence.
- Les infractions à la législation sur les stupéfiants représentent 2,6% des crimes et délits. Ce chiffre a augmenté en flèche depuis 30 ans (multiplié par 35). Les 3/4 des infractions ne sont que de simples usages de cannabis. Les chiffres de la police stigmatisent les jeunes, les pauvres et les immigrés alors que plusieurs études sociologiques ont montré que la répartition des usagers est indépendante du milieu social.
- Les chiffres concernant les infractions à l'ordre public (dégradations et outrages) sont également en augmentation depuis plusieurs années, principalement dans

les quartiers pauvres. Cela traduit plus un comportement sans cesse médiatisé (par exemple les feux de voitures lors de la Saint-Sylvestre) ainsi que celui des policiers vis à vis des populations défavorisées.

- Les infractions constatées à la législation concernant l'immigration a, elle aussi, monté en flèche : de 6 000 en 1980, elle est désormais de plus de 50 000. Pourtant l'immigration n'a pas tellement évolué depuis, ce qui n'est pas le cas du ciblage policier !

En général, la violence diminue (moins de vols violents, moins d'agressions physiques), ce qui augmente ce n'est pas la délinquance en elle-même, mais le nombre de faits constatés.

On parle aussi souvent des violences scolaires. Mais qu'en est-il ? Sur les 240 000 faits recensés par trimestre par l'éducation nationale seuls 2,6% sont graves. Parmi eux 70% sont de simples violences verbales. Soit moins de 1000 agressions physiques par an. Les victimes de celles-ci (allant des coups et blessures à la simple bousculade) sont pour 86% des élèves. Seuls 40 fonctionnaires sont agressés par an sur les 500 000 employés de l'éducation nationale. C'est donc un fait très rare, mais l'impact médiatique potentielle est très important car, outre le fait que ce soit un sujet sensible, cela représente en moyenne un acte par semaine.

Contre le sécuritaire : la solidarité !

Alors, ensemble, mettons fin à ce grand mensonge, qui n'engendre que la peur et la haine de l'autre, le rejet et la suspicion. Ces lois sécuritaires ne font qu'aggraver un sentiment d'insécurité dû principalement à une misère et précarité croissante. Elles augmentent aussi le pouvoir et la domination des plus riches sur les plus pauvres, alors que la véritable délinquance (crime organisé, délinquance patronale et financière), jamais ou peu comptabilisée, n'est pas du tout inquiétée.

A suivre...

Groupe Marée Noire
Fédération Anarchiste - Nancy



Pour nous contacter :

Groupe Marée Noire c/o Planète Verte BP 22 54002 Nancy Cedex
Email : contact@maree-noire.info
Site : <http://maree-noire.info>

Lors de la vente du Monde Libertaire les dimanches matins sur le marché de Vandoeuvre